

**LA WILAYA DE BOUMERDÈS PROPOSE PLUS
DE 1 000 HECTARES À L'INVESTISSEMENT**

Vers la création d'un pôle industriel dans le centre-est du pays

De par sa situation centrale facilitant, d'une part, les accès aux grands réseaux de communication (grands axes routiers et voies ferrées), et d'autre part, la disponibilité de l'énergie à laquelle s'ajoutent d'autres commodités, les terrains de la wilaya de Boumerdès sont convoités par les gros investisseurs, étatiques notamment. Mais deux obstacles bloquaient toute perspective de développement industriel dans la région de l'est de l'Algérois.

Le premier est d'ordre sécuritaire. Le second se rapporte à la situation politique du pays. Les lourds sacrifices consentis par les forces républicaines de la région et le travail accompli par les services de sécurité sont en voie d'aboutir à un net succès contre les islamistes armés. Bien des citoyens, qui ne sont pas avarés en arguments, pensent que le pouvoir central, pour des griefs remontant aux premières années de l'indépendance, cultive une animosité vis-à-vis de leur région. Il semblerait, fort heureusement pour la région, que cette situation change, a priori, avantageusement.

Zones industrielles pour les PME/PMI

Cette région de Basse Kabylie, pour son potentiel économique, est nouvellement le centre d'intérêt des pouvoirs publics. Pour attirer les investissements vers Boumerdès, les autorités ont pris en charge les études et les aménagements d'une zone industrielle de 136 hectares.

Cette zone sera implantée dans la commune de Larbatache, au bord de l'autoroute Est-Ouest, au sud-ouest du siège de la wilaya.

A l'est du port de pêche de Zemmouri, le gouvernement a, en outre, donné son accord pour l'aménagement d'une zone d'activités de 20 hectares qui sera consacrée exclusivement à l'industrie en amont et en aval, à la pêche. Plus important, le wali de Boumerdès, Kamel Abbès, a récemment sollicité le gouvernement pour financer des aménagements nécessaires à la création

d'une zone industrielle de 1 122 hectares qui aurait pour vocation, d'accueillir l'implantation des PME/PMI. Les terrains en question sont situés au nord de Si-Mustapha, sur les bords de la RN12, la RN 24B et la voie ferrée Thénia-Tizi-Ouzou. Selon les échos qui nous sont parvenus, la demande du wali a de fortes chances d'obtenir un accord gouvernemental d'autant plus que l'argumentaire économique développé par ce haut responsable n'est pas pauvre en atouts.

Le projet d'un pôle des hydrocarbures abondonné dans les années 1970

Pour le long terme, l'idée de l'installation d'un pôle industriel à l'est de Boumerdès est plus que jamais d'actualité. Cette idée n'est pas nouvelle.

Pour rappel, le patron de Cevital, Issad Rebrab, avait tenté il y a quelques années, de faire agréer auprès des autorités du pays ce projet devant être implanté à l'embouchure de oued Issers. Lors d'une conférence qu'il avait animée, en 2008, devant les étudiants de l'université M'Hamed Bougara de Boumerdès, l'industriel a fait état d'investissements nationaux et internationaux de l'ordre de 30 milliards de dollars. Ces investissements auraient été étalés, selon lui, sur une période de 15 ans.

L'homme d'affaires, qui avait promis la création de centaines de milliers d'emplois, avait dressé une liste de projets comprenant notamment, un complexe de production d'aluminium, une usine de montage de véhicules, des aménagements de oued Issers pour

transformer l'embouchure en port, un dispositif en off-shore pour l'exportation des hydrocarbures et quelques autres projets importants. Pour ce faire, il avait demandé l'affectation de 5 000 hectares, soit toute la partie du nord de oued Issers.

Quelques mois plus tard, nous avons questionné un responsable sur ce que pensaient les hautes autorités du pays sur cette idée. «Monsieur Rebrab veut se faire construire un port gracieusement par l'Etat algérien.» C'était la réplique du responsable en question. En clair, on a dit niet en haut. Y a-t-il des raisons politiques motivant ce refus d'autant que ce grand projet était, vraisemblablement, «vendable» sur le marché international de l'investissement ? Est-ce que le gouvernement a fini par reprendre l'idée de Rebrab à son compte ? Il faut espérer que oui. En réalité, l'idée d'un pôle consacré aux hydrocarbures qui devait être implanté entre Zemmouri et Cap Djinet en passant par oued Issers est ancienne. Elle date du début des années 1970. La preuve, la mise sous terre depuis Hassi R'Mel d'un gazoduc de 42 pouces devant alimenter ce pôle gazier. La pose de cette conduite à très haute pression, a été achevée en 1974.

Le chantier s'est arrêté à Bordj-Ménaïel à une dizaine de kilomètres de Cap-Djinet. Cette conduite alimente pour l'heure, la centrale électrique en production à Cap-Djinet, d'autres infrastructures ainsi que les populations de Boumerdès, certaines agglomérations d'Alger et plus récemment des localités de Tizi-Ouzou. Ce gazoduc dont le potentiel n'est pas entièrement utilisé alimentera pareillement, la nouvelle centrale électrique.

L'Etat, le premier et le plus gros investisseur

Dans la perspective de lancement de grands projets industriels, c'est a priori l'Etat, par le biais des

grosses entreprises dont il a le contrôle, qui serait le premier et le plus gros entrepreneur à investir massivement dans la wilaya de Boumerdès. Il a d'ailleurs commencé dans les secteurs de l'eau et de l'électricité. Dans cette optique, un haut responsable nous a confié que Sonatrach et Naftal se préparent à lancer la construction de grosses unités. Notre interlocuteur qui s'est refusé de nous confier plus de détails sur ces opérations, a, cependant, fait ce commentaire : «Une fois ces projets lancés, la question du chômage ne se posera plus dans la région.» Il laisse entendre ainsi que ces futures infrastructures seront importantes. C'est d'après notre vis-à-vis, l'embouchure de oued Issers qui aurait été choisie pour l'implantation de ces projets pétroliers. Pour rappel, cet endroit (embouchure oued Issers) était, il y a quelques années, en concurrence avec un autre endroit de la wilaya de Béjaïa pour la construction d'une raffinerie de pétrole avant la délocalisation du projet vers Tiaret. Il y a lieu de rappeler en outre, qu'à 5 kilomètres à l'est de oued Issers, la Sonelgaz se fait construire, par la multinationale Daewoo, une centrale électrique de 1 200 mégawatts qui sera mise en production en 2015. Elle sera mitoyenne à l'ancienne centrale de 700 mégawatts. A côté de ces deux centrales, l'unité de dessalement de l'eau de mer de 100 000 m³/jour est entrée depuis peu en production. Elle alimente les populations de Boumerdès et le surplus d'eau dessalée est injecté dans la conduite Taksebt-Boudouaou pour renforcer les capacités hydriques de la capitale.

Haouchène, le directeur de l'ADE nous a rappelé que le cahier des charges de ce complexe, fait obligation, à long terme, d'affecter 30% de la production (30 000 m³/jour) au secteur industriel. Ces trois grosses unités constituent déjà un petit pôle industriel qui se met en place

Abachi L.

KHEMIS MILIANA

2 revendeurs de drogue arrêtés

Agissant sur informations, les éléments de la police judiciaire de la Sûreté de daïra de Khemis Miliana viennent de mettre fin aux activités de 2 trafiquants de drogue, dans le quartier Souffay à l'entrée est de la ville.

Les informations reçues faisaient état d'une tractation imminente entre un individu de Khemis Miliana âgé de 35 ans, un repris de justice qui devait approvisionner un complice âgé de 28 ans, activant au niveau de la commune d'El Hoceïnia, dans la daïra de Boumedfaâ.

Forts de ces renseignements, les policiers tendirent une souricière et finirent par interpeller l'individu qui tentait de regagner la commune sus-citée.

Son identité vérifiée, les policiers procédèrent alors à sa fouille et découvrirent sur lui une plaquette de 100 gr de kif traité.

Emmené au poste et interrogé, toujours selon nos sources, le prévenu déclara avoir acquis la «marchandise» auprès d'un fournisseur demeurant Hay Sidi Maâmar à Khemis Miliana.

Une fois identifié, les policiers poursuivant leurs investigations finirent par interpeller l'individu désigné et l'arrêter dans le quartier où il réside.

Déférés au parquet de Khemis Miliana, après avoir été entendus par le procureur de la République, les deux individus accusés de trafic de stupéfiants ont été placés en détention provisoire.

Karim O.

MÉDÉA

La police démantèle un réseau de prostitution

La police de la ville de Médéa a rendu public un communiqué faisant état du démantèlement d'un réseau de prostitution au cœur de la ville de Médéa.

Ce réseau de prostitution avait élu son repaire de débauche et de prostitution dans un local commercial abandonné situé au cœur d'un ensemble de magasins de commerces déserts se trouvant dans la cité populaire de «Hai Bab El Kouas». Cette opération de police avait été lancée au cours de

la dernière semaine de mars 2013, lorsque les services de renseignements généraux chargés de la répression des délits et du banditisme avait été informés, que plusieurs couples de jeunes filles et de jeunes gens fréquentaient, assidument, les locaux commerciaux déserts de Bab El Kouas.

Selon ces informateurs, des rencontres galantes avaient lieu à des heures tardives de la nuit. Dans l'un des magasins fréquentés, se vendaient aussi des boissons alcoolisées et où se déroulaient des orgies.

Sur la base de ces informations, ces locaux commerciaux, quoique déserts, ont été placés sous surveillance policière. Ce fut dans la nuit du 27 mars 2013, au delà de minuit, que les policiers, munis d'un mandat de perquisition, ont investi le lieu suspect, et soumis à contrôle depuis plusieurs jours.

La tanière des couples fut d'abord encerclée. Après plusieurs tentatives de se faire ouvrir le portail du local, l'une des femmes se trouvant à l'intérieur ouvrit enfin l'accès aux policiers, qui découvrirent trois

hommes, parmi lesquels un étranger, dont l'âge varie entre 18 et 35 ans.

Dans le groupe appréhendé, figuraient également deux jeunes filles âgées de 19 et 22 ans, et résidant dans une ville périphérique de Médéa.

Ces jeunes filles ont avoué exercer le métier de prostituées, tandis que le propriétaire du hangar commercial, interpellé au cœur du réseau a nié certains faits qui lui étaient reprochés.

Dans le repaire investi, se trouvaient, un arsenal d'armes blanches et de fusils à harpons,

plusieurs canettes de bières et du «Pastis», ainsi que des préservatifs et des pilules contraceptives.

L'ensemble du réseau de cinq personnes, fut placé sous mandat de dépôt par le procureur de la République, près la cour de Médéa. Les délits d'exercice de prostitution, et de création de lieu de débauche furent retenus contre les délinquants, au même titre que ceux de commerce de boissons alcoolisées et de détention d'un arsenal d'armes blanches sans autorisation.

Larbi Houari